

## **II<sup>e</sup> Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité**

**Québec, 9-12 octobre 2001**

## **The 2nd International Conference on the Globalization of Solidarity**

**Quebec, October 2001**

Jean-François Draperi

Numéro 282, novembre 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023395ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023395ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Draperi, J.-F. (2001). II<sup>e</sup> Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité : Québec, 9-12 octobre 2001. *Revue internationale de l'économie sociale*, (282), 6–6. <https://doi.org/10.7202/1023395ar>

Tous droits réservés © Recma, 2001

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# II<sup>e</sup> RENCONTRE SUR LA GLOBALISATION DE LA SOLIDARITÉ

(Québec, 9-12 octobre 2001)

---

La II<sup>e</sup> Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité s'est tenue à Québec du 9 au 12 octobre. Rassemblant près de trois cents personnes, majoritairement originaires d'Europe, du Québec, d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine, elle a suscité des échanges très fructueux qui ont permis de renforcer les solidarités entre initiatives de l'économie sociale et solidaire du Nord et du Sud. Cette rencontre se voulait également un acte politique, affirmant l'existence d'une force citoyenne « *s'appuyant sur la coopération, le partage et l'action collective* » (déclaration de Lima, 1997). De ce point de vue, le mouvement se reconnaît comme « *embryonnaire* », mais également comme « *force de propositions et de projets alternatifs* » (déclaration finale de Québec). C'est le second grand intérêt de cette rencontre que de poser les pierres d'un projet politique réunissant des alternatives à la globalisation libérale. Cette ambition nous rappelle inévitablement celle qu'avait nourrie il y a un siècle le mouvement international des coopératives de consommateurs en concevant un plan d'ensemble et une stratégie pour faire aboutir, en soumettant l'industrie capitaliste, la "république coopérative". Son échec nous a appris que l'hypothèse du citoyen consommateur était insuffisante pour provoquer l'alternative et qu'une plus grande complémentarité avec la coopération agricole et la coopération de travail aurait été souhaitable. Ne témoigne-t-il pas de la nécessité que se multiplient aujourd'hui les échanges entre les initiatives coopératives, mutualistes et associatives et que les différents réseaux travaillent plus étroitement ensemble tant à l'échelon local qu'aux niveaux national et international ?

Jean-François Draperi ●